

Editorial



Inclusion - Intégration

Dans le contexte du handicap les termes d'intégration et d'inclusion sont très souvent utilisés comme synonymes. Et pourtant, il s'agit-là de concepts bien différents.

Le concept d'"inclusion" est basé sur un changement de paradigme. En effet, il reconnait la différence entre les personnes et leur diversité comme un fait, qui non seulement doit être respecté mais également, et surtout, valorisé. Ce postulat implique que l'environnement, la société, doit changer et adapter ses règles afin que chacun de ses membres puisse participer avec les même chances et avoir accès aux mêmes opportunités.

L' "intégration" admet également les différences existant sans pour autant les valoriser comme quelque chose de potentiellement enrichissant pour la réalité du groupe. Dans la pratique, cela signifie que c'est à la personne différente de faire l'effort principal pour s'intégrer et s'adapter - avec les moyens dont elle dispose - à son environnement.

Jusqu'à présent, le domaine de l'Education est celui où le concept de l'inclusion a été le plus développé (Déclaration de Salamanque, 1994). Ne pourrait-on pas envisager son application plus systématique à l'ensemble des domaines de notre société ?

Michael Kleutgens - Paco

Sommaire

Editorial
Inclusion - intégration
Education
Si je vous parle des filles et de l'informatique
Départs
Nicole et Jorge
Formation
Thérapie sociale au Rwanda
Surprise
Festineuch
Enjeux
Passionnant exercice de démocratie participative et plurinationale
Energies
Charbon de bois
Rentrée 2009
Une foule d'activités à la Bourse à Travail

Education

Si je vous parle des filles et de l'informatique...

... il y a de fortes chances pour que vous esquissiez un sourire... En effet, L'informatique est, au même titre que d'autres sciences exactes, l'apanage des garçons, du moins dans l'inconscient collectif. Et il n'y a qu'à regarder quelques chiffres (moins de 10% de filles en Informatique quand je suis entré à l'EPFL), et les diverses actions desespérées de promotion de l'informatique auprès filles, pour conclure que c'est définitivement un bastion masculin.

Si je vous parle maintenant d'Informatique en Afrique, je risque de vous laisser perplexes... En effet, le fossé qui sépare l'utilisation des nouvelles technologies entre les pays développés et les pays en développement est frappante. C'est ce qu'on appelle la "fracture numérique" (en anglais, Digital Divide).

Si maintenant, je vous parle d'Internet à la campagne, vous aurez peut-être envie de rire. En effet, jusqu'il y a peu de temps, en Occident, seules les grandes villes étaient dotées d'infrastructures permettant d'avoir un accès à Internet (si l'on excepte les connexions à modem téléphonique, très lentes). Les populations vivant à la campagne étaient les laissés-pour-compte de la "révolution numérique", qui simplifie la vie de beaucoup de gens à travers les divers services offerts par l'Informatique...

Eduquer une femme c'est...

Et si je vous parlais, maintenant, d'une école qui enseigne l'informatique à des filles, en milieu rural, au Rwanda ?

Ce n'est pas une affabulation, ni un programme humanitaire destiné à démarrer en 2015. Non, c'est bien la réalité.

Il s'agit de l'Ecole Secondaire de l'Assomption de Birambo (ESA), dans la Province de l'Ouest du Rwanda, ce petit pays situé dans la sous-région des grands lacs.

Depuis l'an 2000, cette école a pour vocation de former des filles, de la 4e à la 6e secondaire, au métier d'informaticienne. L'ESA Birambo a d'ailleurs été la première école à proposer cette filière aux filles rwandaises, qui viennent des 4 coins du pays pour obtenir une chance d'aller à l'Université.

Cela n'est pas étonnant, compte tenu de la vocation des soeurs de l'Assomption, qui suivent les préceptes de Sainte Marie-Eugénie, selon qui "Eduquer une femme, c'est éduquer toute une société".

Les élèves suivent donc le programme national, et ne croyez pas que ça se limite à Word, Excel ou Powerpoint... Les cours sont très complets, allant des Systèmes d'Exploitation aux Bases de Données, en passant par le Réseau et les Technique de Conception de Projet, pour ne citer qu'eux.

Récemment, un visiteur allemand m'a dit, étonné par ce qu'il venait de voir, "Mais ce n'est pas une école du tiers monde!". En effet, c'est difficile de le croire. Mais ici au Rwanda, les choses avancent vite. L'ambition du gouvernement en place est de faire du Rwanda un pôle de rayonnement informatique d'ici à 2020. A voir les efforts qu'ils mettent pour se donner les moyens de leurs ambitions, nul doute que ça arrivera bien avant cette date.

Des résultats

Aujourd'hui, 9 ans après la première volée d'informaticiennes de Birambo, l'Ecole affiche de très bons résultats aux examens d'Etat, à la fin de la 6e année. Depuis 4 ans, 100% des élèves réussissent leur examen, alors que la moyenne nationale est de 65% de réussite.

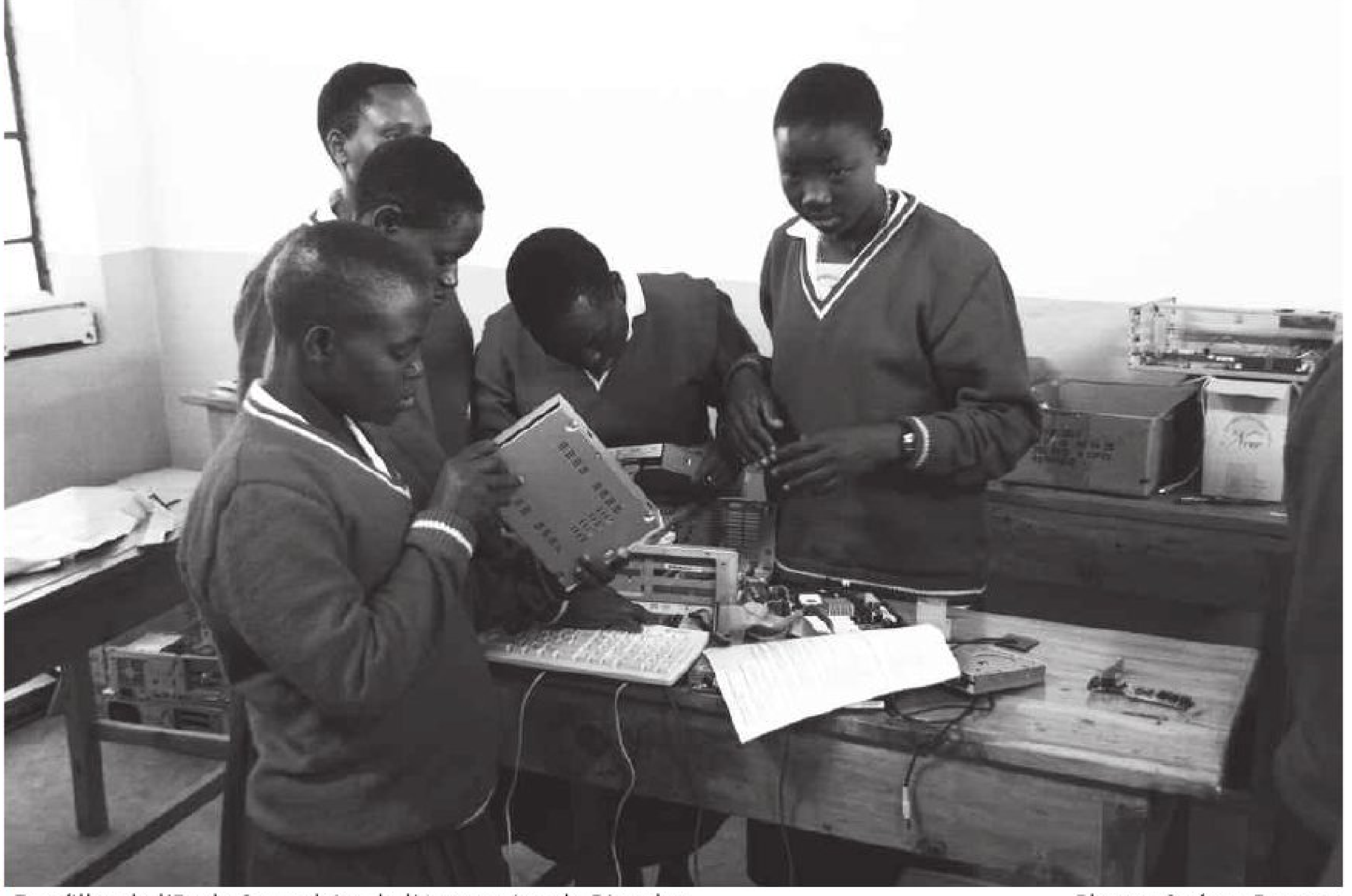
Aussi, l'an passé, plus de 70% des élèves ont obtenu une bourse d'Etat, grâce à leurs bons résultats, alors que seulement 32% des Rwandais ont cette opportunité.

En 2007, l'ESA a obtenu le 7e rang national, pour sa moyenne générale, sur toutes les écoles secondaires du pays (toutes sections confondues!), et le 3e rang en 2008.

Des conditions propices

Mais ces réussites ne s'expliquent pas seulement par la qualité des élèves qui sont admises dans cette section. En effet, les Soeurs travaillent d'arrache-pied pour leur fournir des conditions d'études idéales. Le cadre aussi est propice à l'étude: l'école est "perdue" dans les collines, à 1 heure de piste de la route principale la plus proche. C'est très beau, mais soyons francs: à part étudier, faire du sport, entretenir les locaux, il n'y a pas grand chose à faire pour ces petites, qui se lèvent tous les matins à 5h30 pour une dure journée de travail.

Mais surtout, nous avons la chance d'avoir une école d'informatique très bien équipée. En effet, elles bénéficient d'un cyber café (le seul à 30km à la ronde) qui, grâce à une connexion satellite, permet aux élèves d'envoyer des e-mails, de faire des recherches, et aux profs de mieux préparer leurs cours. Il y



Des filles de l'Ecole Secondaire de l'Assomption de Birambo   Photos: Stefano Pennese



a également un laboratoire d'informatique, avec une quinzaine d'ordinateurs, ce qui permet à des classes de 30 à 35 élèves d'avoir une machine pour 2 ou 3. Bien entendu, l'école ne pourrait pas se permettre un tel luxe juste avec les "minerval" (les cotisations trimestrielles des parents). La plupart des ordinateurs sont des dons du Ministère de l'Education (ordinateurs Gorilla, made in Rwanda), des écrans donnés par diverses ONG, des claviers et des souris apportés par les volontaires qui se succèdent...
Cela permet donc aux élèves de pratiquer tout ce qu'elles voient en théorie dans la salle de cours (programmation, bureautique, bases de données...).

On trouve aussi un atelier de maintenance, avec des dizaines de vieux disques durs, lecteurs de CD-ROM et autres processeurs, pour que les élèves s'exercent à monter, démonter et nettoyer les ordinateurs, et pour en connaître tous les composants. Il n'est d'ailleurs pas rare de rencontrer un gecko qui dort entre 2 cartes graphiques, ou de gros mille-pattes à l'intérieur d'un clavier...

Continuité?

Ce qui fait un bon enseignement, c'est bien entendu de bons enseignants. Mais c'est là que le bât blesse... Si l'ESA Birambo ne manque pas de bons éléments dans les matières générales (Maths, Physique, Anglais, etc.), il est en revanche plus difficile d'attirer des professeurs d'informatique, dont la majorité, après l'obtention de leur licence, se voient bien plus travailler dans une compagnie de Kigali, que recevoir un salaire misérable, perdus dans les collines.
Ces 2 dernières années, Jean-Claude a fait des prouesses en menant une double vie: à Kigali, où il s'occupe notamment de réparer des ordinateurs, et à Birambo, où il a donné l'an passé 32 heures de cours hebdomadaires... Mais il risque bien de quitter les collines l'an prochain, attiré lui aussi par les lumières de la ville.
C'est pourquoi il est indispensable qu'EIRENE continue à envoyer des volontaires ici, pour prendre ma place les années à venir. Non seulement le volontaire peut apporter beaucoup de connaissances aux élèves, mais un volontaire peut aussi agir comme une sorte d'"aimant" pour des licenciés rwandais, qui voient là l'occasion d'apprendre des choses avec ces "Muzungu"*.

Reste à savoir qui me remplacera l'année prochaine !

Stefano Pennese

*Les blancs

Départs

Nicole assistante sociale et animatrice socio-culturelle, travaille depuis septembre à la Municipalité de Montevideo, plus précisément au Secrétariat de la Femme, **www.montevideo.gub.uy/desasoc/**. En Uruguay, la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale sont des problèmes structurels, comme dans le reste de l'Amérique latine. Les femmes sont particulièrement touchées par ces phénomènes. Nicole est impliquée dans le 2e Plan d'égalité, d'opportunités et de droits entre femmes et hommes. Ce plan comporte un volet axé sur l'amélioration des revenus des femmes, la lutte contre les inégalités salariales et l'accès à des emplois décents et productifs. Le quartier dans lequel Nicole travaille fait l'objet d'un vaste projet de réhabilitation d'un point de vue architectural, économique, de services… L'animation de la Commission genre et équité et d'un groupe de femmes entrepreneuses font partie de ses tâches.

Jorge psychologue social, a intégré le Ministère du développement social (MIDES), **www.mides.gub.uy** à Montevideo. Ce ministère a instauré un revenu citoyen dont peuvent bénéficier les chef(fe)s de famille en situation de pauvreté extrême, en échange d'une prestation de travail d'intérêt communautaire et de cours visant l'acquisition de compétences élémentaires. Ce programme offre également aux participant-e-s d'identifier leurs savoirs et savoir-faire, souvent acquis dans le cadre de l'économie informelle. Le travail de Jorge consiste à apporter et adapter des ressources méthodologiques en bilan de compétences, complétant ainsi les outils dont dispose le MIDES et échanger.

Thérapie sociale au Rwanda

Ce projet a été initié dans le but de permettre l'utilisation d'un outil pratique pour la résolution des conflits en assurant une formation à des acteurs choisis (ONG, administration publique, église, écoles,...), qui sont en position d'œuvrer pour la paix, l'unité et la réconciliation, et favoriser ainsi un changement sociétal positif au Rwanda.

L'histoire récente du Rwanda est la source de traumatismes et de blessures répandues très largement à tous les niveaux de la population. Les individus sont conditionnés par de nombreux tabous et, généralement, ne parviennent pas à exprimer leur souffrance et à communiquer entre eux. Pire, ces difficultés de communication sont niées, tout comme le sont les différences ethniques qui existent pourtant bel et bien. Le dialogue ouvert est néanmoins une condition nécessaire pour pouvoir travailler ensemble en intelligence pour la reconstruction et la réconciliation tant recherchée. Il existe une réelle motivation partagée par de nombreuses personnes de différents milieux pour chercher un chemin permettant de se parler en vérité et œuvrer au mieux-vivre ensemble.



Photo: Alain Schwaar

Les organisateurs sont l'Association Modeste et Innocent (AMI), **www.ami-ubuntu.org**, à travers son Centre d'Entraînement à l'Engagement pour la Paix (CEEP) situé à Kigali et EIRENE SUISSE, **www.eirenesuisse.ch**.

La formation est assurée par Charles Rojzman lui-même, fondateur de la thérapie sociale et auteur de nombreux livres et Alain Schwaar.
Ils amènent une méthode et un cadre, les participants vont apporter le contenu.

La thérapie sociale est un outil d'intervention qui vise à rétablir la capacité de coopérer entre un ou des groupe(s) d'individus initialement figé(s) dans un antagonisme profond. Cet antagonisme se caractérise par des intérêts divergents ou par des préjugés, une absence de communication et une méfiance réciproque. L'intervention consiste à rétablir une communication entre les groupes, et à faire s'exprimer les motifs inconscients qui sont à l'origine de l'antagonisme, en particulier les émotions tues, souvent liées à des événements lors du conflit ouvert, telles que la haine, la colère, la peur, la tristesse…
A travers l'expression et l'écoute mutuelles des émotions qui sous-tendent le conflit, la thérapie sociale vise à restaurer un climat de confiance ou du moins une meilleure compréhension mutuelle qui rende possible la coopération entre des groupes initialement opposés.
On travaille avec le groupe, parce qu'un groupe est très puissant, que ce soit dans un sens positif ou négatif. L'objectif est de s'attaquer à un problème qui corresponde à un besoin pour tous les membres du groupe.

Au cours de la première session en mai, il a été question de définir les principaux concepts de la thérapie sociale et de transmettre des outils d'intervention dans des situations notamment conflictuelles ou violentes. Les participants ont travaillé sur le thème: «Comment parvenir à créer une meilleure communication entre les individus au Rwanda?». Les participants sont accompagnés par AMI pour suivre la mise en pratique dans leurs milieux respectifs.

Chaque participant a ou va établir un plan d´application dans son milieu avec l´appui des formateurs et de l'animateur de l'AMI qui suit le processus.
Cette action a été bien perçue et accueillie surtout par la population cible.

I-Kabod Mwitende
Coordinateur du CEEP et Chargé de Programmes/AMI

2 témoignages tirés des évaluations de participants

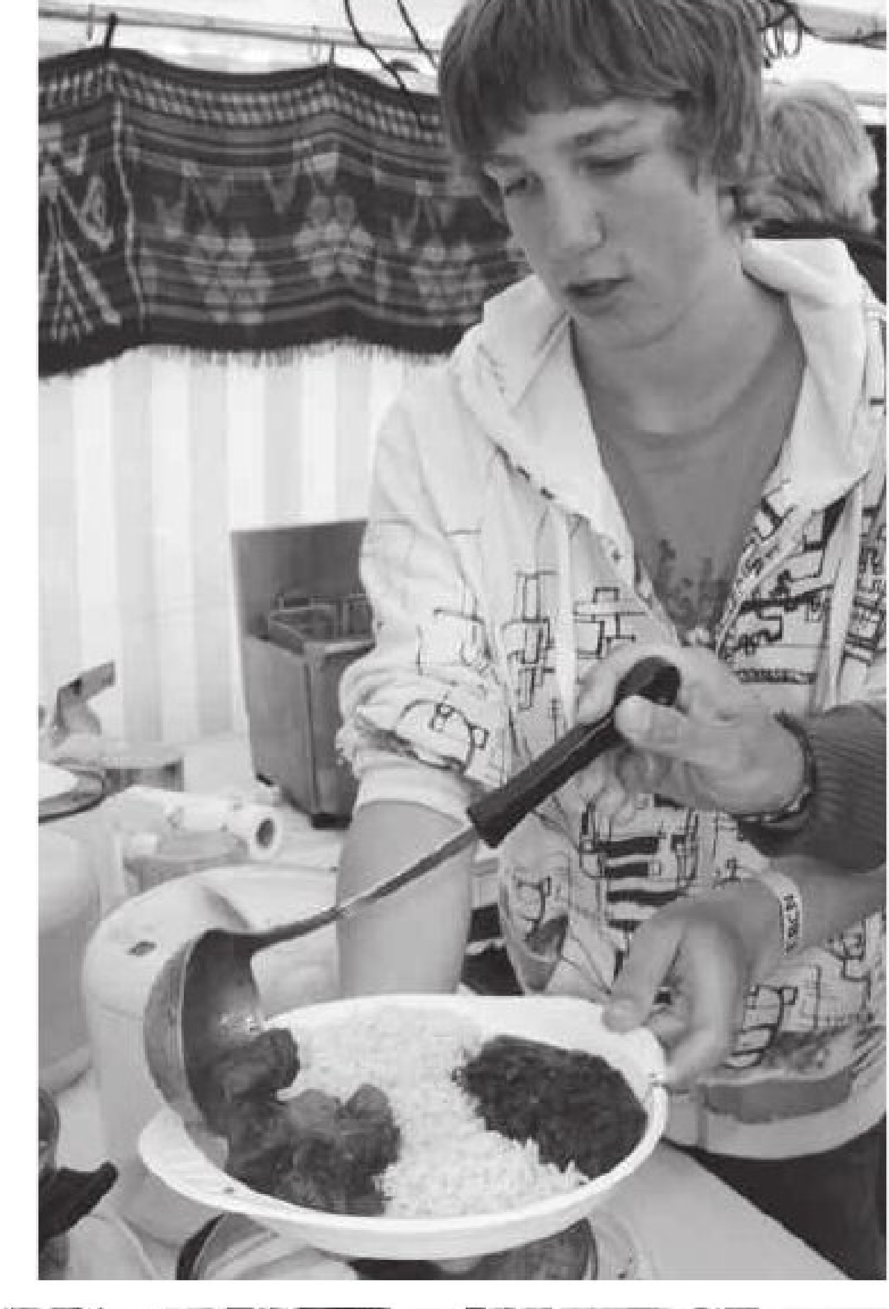
«La Thérapie Sociale est une nouvelle approche pour le processus de la reconstruction d'une société, pour la paix et la réconciliation. Elle offre des méthodes à suivre pour guérir la société, les groupes sociaux, de leurs tentations et de leurs peurs qui empêchent les groupes de se parler».

«Le contenu de la formation est très intéressant, consistant, substantiel, passionnant et enrichissant et la soif de savoir plus est grande».

Festineuch

Du 3 au 8 juin derniers, Eirene et GVOM ont animé un stand à Festineuch, le festival annuel de musique de Neuchâtel. Il s'agissait d'une première, car jusqu'alors, ni Eirene ni GVOM n'avaient assuré une présence de plusieurs jours dans un festival de musique ou autre.





Cette action conjointe était organisée dans le cadre des activités de promotion et de récolte de fonds de nos deux organismes. Elle a rassemblé une quarantaine de bénévoles durant 6 jours pour vendre du "riz djon-djon accompagné de bananes pesées" et parler de nos activités de solidarité.

Les résultats financiers de cet énorme effort collectif ne sont pas à la hauteur de ce que nous aurions souhaité: nous rentrons tout juste dans nos frais. Dommage! Ceci est en grande partie dû au fait que nous n'avions pas l'autorisation de vendre des boissons - un des principaux sponsors du festival ayant le monopole de vente de boissons froides sur tout le périmètre - alors qu'il est de notoriété publique que les bénéfices sur ce genre de stand proviennent de la vente de boissons. Par ailleurs il semble que les gens venaient au stand avant tout pour se ravitailler entre deux concerts, pas tellement pour faire la causette sur l'engagement comme volontaire...Et le temps n'a pas toujours été de la partie.

Nous ne sommes pas déçus pour autant, bien au contraire; cette expérience s'avère positive à plus d'un titre. Tout d'abord, nous nous sommes prouvés que nous étions capables de mener à bien le défi que nous nous étions donné, à savoir organiser un événement d'une certaine envergure et ce grâce au savoir faire de chacun, à son engagement et à son sens des responsabilités. Eirene et GVOM ont renforcé leur collaboration en menant un projet concret commun. Travaillant côte-à-côte durant plusieurs semaines, ensemble nous avons bravé l'inconnu quant aux quantités, l'incertitude, le vent, les problèmes de billetterie... Par ailleurs notre participation à Festineuch a été mobilisatrice: en donnant l'occasion à nos membres et sympathisants de s'engager concrètement mais ponctuellement en faveur de nos organisations elle a permis des rencontres et/ou des retrouvailles dans une ambiance festive; des liens se sont resserrés, de nouveaux liens se sont créés. Il faut également relever que le petit groupe chargé de la préparation a appris tout au long du processus qu'il a évalué de façon participative. Il a acquis des connaissances et développé des outils utiles lors d'une future activité du même type.

Forts de cette expérience et sur la base des leçons que nous en avons tirées, je pense pouvoir dire que nous sommes prêts à nous lancer dans une nouvelle aventure.

Béatrice Faidutti Lueber







Photos: Julien Dodi

Passionnant exercice de démocratie participative et plurinationale

Laurent Gaberell revient d'une mission de six mois en Bolivie au sein de la Vice-présidence du gouvernement bolivien. Il raconte:



Photo: Laurent Gaberell

Notre projet avait pour objectif de stimuler le débat autour de la protection des savoirs traditionnels des peuples indigènes de Bolivie. Il s'agissait de renforcer leur capacité à définir une stratégie et à participer à l'élaboration de politiques publiques pour non seulement accroître leur contrôle sur leurs savoirs mais également générer un modèle alternatif de développement à partir des connaissances et technologies traditionnelles.

Ma contribution consistait principalement à faire connaître en Bolivie, auprès des principaux acteurs, les stratégies mises en œuvre et expérimentées au niveau international par d'autres pays et par d'autres peuples indigènes qui partagent la situation géopolitique de la Bolivie en matière de biodiversité et de savoirs traditionnels. Le documentaire "La fiebre del oro verde" **www.lafiebredeloroverde.org/***, réalisé en automne 2008 pour le projet, allait être mon principal outil de travail.

La première partie de mon séjour andin fut essentiellement consacrée à une présentation publique et à la diffusion de ce documentaire, à la coordination avec les différents ministères, experts et institutions non gouvernementales travaillant sur ces enjeux et à la constitution d'un groupe de travail et de réflexion avec quelques-uns des principaux spécialistes du gouvernement. Des ateliers d'éducation populaire avec les peuples indigènes de Bolivie se sont déroulés les trois derniers mois.

Ateliers

Nous avons pris un mois de retard sur notre planning et début mai, nous en étions toujours à buter sur des problèmes de date et de logistique. Puis tout est allé très vite. Nous avons engagé une véritable course contre la montre: en quatre semaines nous avions réalisé les sept ateliers prévus, de deux jours chacun, avec au total une participation de près de 500 délégués de peuples indigènes. Nous avons étendu le champ de nos activités à tout le pays, travaillant autant avec les peuples indigènes de l'Altiplano qu'avec ceux de l'Oriente.

Ces ateliers ont été l'occasion d'une discussion de fond sur les principaux enjeux et les principales expériences internationales pour la protection des savoirs traditionnels. La structure du documentaire a servi de fil rouge pour le premier jour d'atelier tandis que la deuxième journée était consacrée à la discussion des différentes stratégies possibles pour les peuples indigènes en Bolivie et des différents niveaux d'action. Durant cette deuxième partie, les débats étaient articulés autour de l'avant-projet de loi pour la protection des savoirs traditionnels des peuples indigènes en Bolivie, que les experts, qui travaillent sur ces enjeux au sein du Ministère de l'Environnement, avaient accepté de venir présenter et soumettre à la discussion lors de nos ateliers régionaux. Le document qui fait actuellement référence en Bolivie sur la protection des savoirs traditionnels a ainsi pu être largement socialisé et les résultats des débats ont contribué à enrichir la proposition.

Débat au niveau national

Durant la dernière semaine de juin, nous avons réuni tout ce beau monde à La Paz pour un atelier national afin d'ouvrir un espace d'échange et de discussion entre les représentants des peuples indigènes des différentes parties du pays ayant participé aux ateliers régionaux. Nous n'avons bien entendu pas pu inviter tous les participants mais au total, et durant trois jours, ils étaient 70 à débattre et à refaire le monde des savoirs traditionnels.

Nous avons pu convier deux spécialistes mexicains de ces enjeux: Andres Barreda, professeur d'économie à l'Université Natinale Autonome du Mexique (UNAM) et spécialiste de la géopolitique, ainsi que Silvia Ribeiro, journaliste, chercheuse et coordinatrice au Mexique du Groupe d'action sur l'érosion, la technologie et la concentration (ETC), qui suit ces enjeux depuis plusieurs décennies déjà. Nous avons non seulement proposé un espace d'échange entre nos invités "internationaux" et les peuples indigènes de Bolivie qui participaient au processus de réflexion initié depuis la Vice-présidence de l'Etat, mais nous avons également rendu possible, tout au long de la semaine, des espaces de dialogue et de discussion avec les médias, les universités et les principaux experts du gouvernement, du secteur privé et des institutions non gouvernementales qui travaillent sur ces enjeux.

La Vice-présidence planche actuellement sur la publication d'une brochure qui synthétiserait les résultats des débats et présenterait les conférences publiques données par Andres Barreda et Silvia Ribeiro. L'idée étant que cette publication puisse servir d'outil et de base de travail pour les organisations de peuples indigènes et les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux qui travaillent sur ces enjeux.

Laurent Gaberell

*Film disponible en espagnol et en anglais; prochainement en français

Energies

Charbon de bois

Comment préparer à manger sans source d'énergie ? Geneviève Pillet, ancienne coordinatrice d'Êirene, passant sa retraite au Tchad, nous livre ce témoignage édifiant.

Dans les villes du Tchad, la principale source d'énergie pour chauffer l'eau, pour cuire les aliments, pour se chauffer en hiver, c'est le charbon de bois. Dans ces conditions, je ne sais pas si vous pouvez imager ce que peut signifier pour les familles, l'interdiction subite de son utilisation, sans préparation, sans mesure d'accompagnement, de remplacement pour la population.
Eh bien, c'est ce que vit la population au Tchad depuis le mois décembre dernier. En effet, pour protéger l'environnement et éviter la déforestation, le charbon de bois a été interdit par le Gouvernement.

Le pétrole ?
Il existe des réchauds à pétrole, mais le pétrole est cher. La plupart des familles n'en ont pas bien le Tchad en produise. Il faut donc en acheter. Encore faut-il avoir l'argent pour cela! Et de plus, cela n'est pas facile d'en trouver sur le marché.
Et puis, sur un réchaud à pétrole, il est difficile de faire la cuisine pour une grande famille surtout la "boule" (la pâte de farine de céréales) au menu quotidien des Tchadiens.

Le gaz ?
Il n'y a que peu de familles aisées qui sont équipées pour et il est devenu difficile de trouver des bouteilles pleines dans les quincailleries.

Les fagots ?
En fait, le charbon de bois a complètement pris la place du fagot; en ville, on n'en trouve pratiquement plus.

Et le solaire ?
Les fours solaires sont très peu répandus. Même les foyers améliorés ont été peu vulgarisés !

Dans ces conditions, comment les gens s'en sortent-ils? C'est d'abord, le marché noir: Le prix d'un sac de charbon a été multiplié par 8 ou 10! Il devient inabordable pour les pauvres. De plus, ce commerce est très dangereux. Les marchands et les clients qui se font prendre risquent de se faire confisquer leur marchandise, de se faire tabasser et amender. Les quelques tentatives de manifestation de protestation ont été très vite été matées.

Les gens commencent à brûler tout ce qu'ils trouvent, les hangars dans les cours et devant les portes disparaissent…, les vieux meubles en bois y passent aussi, même le plastique. Certaines personnes, plus aisées, achètent du bois de constructions (planches, lambourdes,…)!
Les gens ne chauffent plus l'eau pour se laver, certains sont obligés de calmer leur faim avec des aliments crus…

Les fagots retrouvent le chemin de la capitale même la coupe du bois vert est interdite. Une brigade de contrôle pour la protection de l'environnement a été créée et passe de concession en concession (de maison en maison) pour vérifier s'il n'y pas du charbon de bois ou du bois vert !

Mars, avril, c'est le moment de préparer les champs, en brousse. Pour cela, il faut couper les repousses dans les anciens champs et préparer de nouveaux champs en débroussaillant des anciennes jachères. Les agents zélés du Ministère de l'Environnement, ont amendé et arrêté et même mis en prison des paysans qui défrichaient leurs champs. Malgré des annonces à la radio autorisant le nettoyage des anciens champs et le défrichage de 3 ha par famille, des abus de ce genre existent encore dans les zones reculées.
Le 6 juillet dernier, j'ai reçu un sms m'informant que le bois mort est maintenant aussi interdit.

Que vont devenir les familles, principalement les plus pauvres, soit la majorité de la population ?

Geneviève Pillet

BAT

Rentrée 2009

Une foule d'activités à la Bourse à Travail

La Bourse A Travail se porte bien, les 3 pièces cuisine de la rue Curtat foisonnent d'activités. les 3 animatrices et les personnes qui font un stage avant de retrouver une formation ou un nouveau travail sont pleinement employées pour offrir des formations diverses tels que cours d'informatique: Jean-Daniel s'occupe de 5 cours d'informatique par semaine dont 1 cours pour les personnes qui travaillent à BAT. Les 4 cours de français ont repris ce début de septembre.

Cet été du 20 juillet au 26 août une formation "femme de ménage-nettoyeuse-eur" cours intensif (tous les matins) , a été suivie par 11 personnes dont 2 hommes. Tous ont passé les examens ; une personne, n'ayant pas pu se présenter, aura une attestation.

Une nouvelle formation de femme de ménage-nettoyeuse-eur va commencer en octobre jusqu'en mars (5 mois à raison de 2 ou 3 jours/sem). Une vingtaine de personnes pourront y participer, la moitié avec des cours de français inclus. Depuis cet automne, cette formation va être complétée par des cours de cuisine, hygiène, achats, etc. Ce cours se nommera "Cours pour Employé(e)s de Maison". Une très longue liste d'attente nous encourage à envisager plus de cours chaque année. Ce cours est directement relié à une autre activité de BAT: Le Service Ménage, à disposition des particuliers et des institutions tel que les Centre Médicaux Sociaux (CMS). Ainsi les personnes formées ont directement une occasion de trouver du travail.

BAT a pu reprendre le cours "Santé-français" qui a commencé le 27 août et se terminera fin décembre, C'est grâce à une subvention de l'ODM que ce cours a pu avoir lieu, 19 personnes suivent ce cours. Les participant(e)s acquièrent des connaissances de base dans le domaine de la santé, se familiarisent avec les termes français spécifiques à ce domaine et peuvent améliorer leurs connaissances du français oral et écrit. Ce cours constitue une bonne préparation à une candidature au Cours d'Auxiliaire de Santé de la Croix Rouge Suisse et permet d'enrichir la formation personnelle. Ce cours comprend 15 séances de 2h.1/2 chaque semaine.

Un cours de Technique de Vente commence le 11 septembre jusqu'à mi-décembre. Ce cours permet aux participant(e)s d'acquérir des connaissances de base dans le domaine de la vente: le vendeur, l'accueil, le client, l'argumentation, l'interrogation, la conclusion, les diverses ventes, le principe de présentation des marchandises, le téléphone... Durée: 13 séances de 3h./semaine.

Bien d'autres choses encore tel que l'atelier recherche d'emploi avec utilisation de l'informatique tous les mercredis. L'accompagnement de personnes sans travail, pour l'élaboration d'un CV et d'une lettre de motivation qui leur facilitera leurs démarches auprès d'éventuels employeurs.

Gilbert Zbaeren

Si vous êtes intéressés par un cours ou pour engager une personne formée par BAT contactez le 021 323 77 15 ou bat.pv@freesurf.ch

Un nouveau mode de vie: moins de biens, plus de liens

Gabrielle Dupont

Point d'?



Sarah Lachat et Jérôme Strobel
Bd Pont d'Arve 16
1205 Genève
Tél: 022 321 85 56

www.eirenesuisse.ch

Cotisation annuelle
EIRENE Suisse: Frs 50.-
CCP: EIRENE Suisse
La Chaux-de-Fonds 23-5046-2

GVOM

Béatrice Faidutti Lueber
25, ch. du Daru
1228 Plan-les-Ouates
Tél: 022 771 15 24

www.gvom.ch

CCP: GVOM
Lausanne 10-20968-7

Cotisation annuelle: Frs 20.-



Bourse A Travail
Rue Curtat 6
1005 Lausanne
Tél: 021 323 77 15

Fax: 021 311 29 11
E-mail: bat.pv@freesurf.ch

CCP 10-23440-0

Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement
Abonnement: 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber, A. Schwaar
Ont participé à ce numéro: **Textes**: L. Gaberell, S. Pennese, I-Kabod Mwitende, B. Faidutti Lueber, G. Pillet
Photos: S. Pennese, A. Schwaar, J. Dodi, L. Gaberell,
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch